

Mardi 18 juillet 2017

**Communiqué de presse de François Sauvadet, ancien ministre, vice-président de l'UDI, Président du Conseil départemental de la Côte-d'Or**

**Conférence nationale des territoires : un nouveau coup de poignard pour les collectivités locales**

Emmanuel Macron devait profiter de la Conférence nationale des territoires, réunie lundi 17 juillet au Palais du Luxembourg, pour dévoiler les contours de son "pacte" avec les collectivités locales. Un pacte, selon le Larousse, c'est un *"accord solennel conclu entre deux ou plusieurs personnes"*. Dans le cas présent, Emmanuel Macron a décidé tout seul et les élus locaux n'ont d'autre choix que de s'adapter.

Le Chef de l'Etat a en effet confirmé que les collectivités locales seraient mises au pain sec et à l'eau durant les cinq années qui viennent. Mais à un niveau encore supérieur à ce qui avait été martelé durant la campagne. Ce sont en effet 13 milliards d'euros que les communes, départements et régions vont devoir économiser durant le quinquennat. Soit 3 milliards de plus que les 10 milliards initialement annoncés. 3 milliards d'euros qui transforment une cure de minceur en régime draconien. Une purge financière.

Et que dire de la suppression de la taxe d'habitation ? Elle sera supprimée pour 80% des ménages, comme prévu. Parce qu'elle est injuste, affirme Macron. Cette taxe serait donc injuste pour 80% des ménages mais juste pour les 20% qui continueront de la payer ? Pour les maires, pas de souci à avoir. Si le lien que représentait cette taxe entre la collectivité et les habitants sera rompu, le manque à gagner sera intégralement compensé par l'Etat. Donc par les impôts. Donc par ceux qui en payent. Donc les 20% qui continueront de payer la taxe d'habitation paieront deux fois pour compenser 10 milliards d'euros par an. Enfin, les premières années. Après...

Emmanuel Macron a bien tenté de détourner les regards en annonçant une accélération du plan Très haut débit, mais également la création d'une Agence de la cohésion territoriale, la fin de la fermeture de classes dans les écoles rurales ou la réduction du nombre des élus locaux. Des pistes de réflexion, des annonces floues mais rien de

vraiment concret. Le concret, ce sont les 13 milliards d'euros d'économies et la suppression de la taxe d'habitation.

C'est donc un pacte de dupes qu'a proposé Emmanuel Macron aux élus locaux. Car ils n'ont pas d'autre choix que de s'y conformer... C'est une parfaite illustration du dialogue selon Macron : je décide, vous exécutez...

Après un quinquennat marqué par une succession de réformes territoriales aussi brouillonnes qu'inachevées, les élus locaux espéraient profiter de cette Conférence nationale des territoires pour faire entendre leurs craintes et pour tracer les fondements d'un dialogue respectueux et constructif.

On l'a vu, cette grand-messe des territoires, loin de répondre à leurs inquiétudes, n'a fait que confirmer la vision jacobine d'Emmanuel Macron.

Les collectivités locales ne sont pas un partenaire pour le Chef de l'Etat.

Juste une variable d'ajustement budgétaire.